



HAL
open science

A propos des classes sociales : relancer et renouveler l'interrogation sociologique

Paul Bouffartigue

► **To cite this version:**

Paul Bouffartigue. A propos des classes sociales : relancer et renouveler l'interrogation sociologique. 1er Congrès de l'Association Française de Sociologie, Université Paris 13 Villetaneuse, 24-28 février 2004, 2004, pp.11. halshs-00007493

HAL Id: halshs-00007493

<https://shs.hal.science/halshs-00007493>

Submitted on 2 Jan 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Premier congrès de l'Association Française de Sociologie. Université Paris 13 Villetaneuse. 24-27/02.2004.
RTf 5 "Classes, inégalités, fragmentation"

A propos des classes sociales Relancer et renouveler l'interrogation sociologique

Paul Bouffartigue
(LEST, CNRS-Universités d'Aix-Marseille I et II)

La conjoncture de notre discipline est marquée par un certain retour des interrogations en termes de classes sociales¹, retour qui n'est pas sans lien avec le nouveau cycle sociopolitique initié au milieu des années 1990, au plan national comme au plan mondial. En ayant pris l'initiative d'un ouvrage sur ce thème², on souhaite participer de ce mouvement et des débats qui l'accompagnent. Car l'accord est général pour affirmer qu'une conceptualisation en termes de classes et de rapports de classes n'a de pertinence qu'actualisée et renouvelée. Nous n'en sommes probablement qu'aux (re)fondations de ce chantier immense, de même qu'est gigantesque le défi d'une reconstruction d'une alternative sociale, posé à la galaxie des mouvements sociaux.

Dans cette communication on se propose d'exposer rapidement la démarche qui a été la nôtre dans la mise sur pied d'un projet éditorial collectif et de commenter la construction du livre qui en est issu (1) ; on présente ensuite ce qui nous paraît acquis, dans une filiation marxienne, à propos de trois des grands registres de la dynamique des classes : modes d'accumulation du capital dans le contexte de la mondialisation financière, la dynamique des grands groupes sociaux dans l'espace national, et tendances dans la conflictualité sociale et le champ politique. (2) ; on propose enfin trois pistes de travail à la sociologie, concernant le capital, la domination sociale et les mouvements d'émancipation.

1- Quelques remarques sur la construction du livre

L'appel aux auteurs

Trois objectifs ont été proposés aux auteurs : 1- contribuer à un livre ayant vocation à faire référence sur la question, c'est-à-dire offrant non seulement un état des savoirs

¹ Outre l'article remarqué de L. Chauvel ("Le retour des classes sociales", *Revue de l'OFCE*, n° 79, 2001), on note des interventions récentes sur ce thème par exemple de R. Castel ("Le brouillage des classes sociales", in Espace Marx- Forum européen, *Classes sociales : retour ou nouveau*, Syllepse, 2003), C. Dubar ("Sociétés sans classes, ou sans discours de classes ?" *Lien Social et Politiques*, 2003), F. Dubet ("Que faire des classes sociales ?", *Lien Social et Politiques*, 2003).

² P. Bouffartigue (dir.), *Le retour des classes sociales?*, La Dispute, 2004 (à paraître). Les co-auteurs sont : P. Alonzo, S. Beroud, A. Bihr, A. Chauvel, S. Contrepois, S. Fortino, R. Martelli, J.P. Molinari, M. Pinçon, M. Pinçon-Charlot, R. Pfefferkorn, T. Poullaouec, J.P. Terrail, M. Tripier, A.C. Wagner.

sur les dynamiques macro-sociales et les évolutions des principaux grands groupes sociaux en France, mais également un rappel des grandes orientations théoriques traditionnellement mobilisées pour comprendre les phénomènes d'inégalités, de classes et de stratification sociales ; 2- ce faisant, clarifier les relations entre les notions de classes et celle de catégories socioprofessionnelles ; 3- interroger la manière dont le renouveau de la conflictualité sociale peut être interprété en termes de luttes des classes.

L'unité du point de vue rassemblant les co-auteurs y était définie comme suit : soutenir la pertinence des concepts de classes et de rapport de classes pour rendre compte des dynamiques macro-sociales en cours ; et démontrer cette pertinence au travers du renouvellement de la grille de lecture classiste, qu'elle soit appliquée aux dynamiques macro-sociales, à celles des catégories et groupes socioprofessionnels, aux modes de domination sociale ou au registre politico-institutionnel.

L'idée de l'ouvrage partait d'un double constat, paradoxal : d'une part, la montée des inégalités sociales, inégalités largement cumulatives, formant système, ancrées dans les rapports de production, inscrites dans un processus de polarisation sociale ; d'autre part une homogénéisation apparente des modes de vie, l'affaiblissement des sentiments d'appartenance de classe, et le recul de la notion de classe comme opérateur de mobilisation politique. Les classes sont comme "objectivement visibles, mais subjectivement désarticulées" (Chauvel, 2001). Appuyées principalement sur ce dernier aspect, le discours politique et la pensée sociologique avaient largement renoncé ces deux décennies à utiliser la notion de classes sociales, par ailleurs en grande partie disqualifiée par son usage dogmatique chez les marxistes des années 1970, et, plus profondément, par la faillite du "socialisme réel".

La question posée aux contributeurs était donc : au prix de quelle actualisation de l'approche en termes de rapports sociaux de classe une interprétation de la dynamique macro-sociale en termes de classes est-elle encore possible ? L'acuité de la question a partie liée avec le renouveau de la conflictualité sociale depuis 1995, marqué par l'émergence et la persistance d'un "mouvement social" rebelle aux catégories traditionnelles d'analyse. Elle est, plus récemment, aiguisée par l'échec de la gauche politique en 2002, largement interprétée comme la sanction des classes populaires "abandonnées" par ses anciens représentants.

Pour répondre à cette question l'ouvrage réunit des matériaux descriptifs sur les dynamiques inégalitaires en cours depuis une quinzaine d'années, et s'efforce de répondre à quelques uns des principaux défis posés aujourd'hui à l'interprétation en termes de classes sociales : dans quelle mesure la mondialisation du capitalisme financier recompose-t-elle à l'échelle internationale le paysage des classes ? Qu'en est-il dans une société développée comme la nôtre de la fluidité sociale, du rôle du genre, des flux migratoires, et des implications de l'expansion du salariat ? Où en sont les mouvements sociaux récents du point de vue de leur contribution à l'actualisation d'une perspective classiste : n'assiste-t-on pas à l'universalisation du conflit de classe, lequel se diffuserait à des enjeux de société et de civilisation toujours plus divers ?

Quatre facettes de la question des classes

En cohérence avec le projet initial³, le livre rassemble - et c'est l'une de ses originalités - quatre "entrées" dans la question des classes sociales, en donne à voir quatre facettes. La première est à dominante théorique, elle est caractérisée par la réaffirmation de la pertinence d'une interprétation en termes de classes des dynamiques inégalitaires de la société française. La seconde est à dominante descriptive, elle offre un état des savoirs sur cinq des principaux grands groupes ou catégories sociales : ouvriers, employés, salariés intermédiaires, cadres dirigeants et bourgeoisie. La troisième, mi-théorique/mi empirique, s'efforce d'articuler trois des dimensions de la domination sociale - rapport social scolaire, de genre, de migration - aux dimensions de l'exploitation. La quatrième enfin, mêlant également description et interprétation sociologique est focalisée sur le registre socio-politique, celui de l'action collective, de la conflictualité et de la représentation politique.

Un tel découpage est apparu à la fois indispensable et porteurs de limites.

Indispensable, car prenant appui d'abord sur les compétences spécialisées des chercheurs, de sorte que chaque pièce s'insère dans le *puzzle* d'un tableau d'ensemble.

Porteurs de limites car les catégories socioprofessionnelles, par exemple, n'étant pas l'expression directe des classes sociales et de leur rapports, les éclairages centrés sur la sociographie de chacun des grands groupes sociaux courent le risque d'être interprétés comme tels. Examinés de près ce n'est pas nécessairement le cas. Les ouvriers, vus par J.P. Molinari, dans la lignée de la pensée de M. Verret, sont certes objet d'un puissant mouvement de désolidarisation et d'invisibilisation, mais également sujets, au moins, potentiels d'un mouvement de dé-particularisation et d'ouverture vers un "spectre de classe élargi" au monde des employés et des salariés intermédiaires. Les employés décrits par P. Alonzo ne sont pas seulement pris dans une tendance à l'éclatement de leurs appartenances et de leurs identités, mais également animés par la revendication de la permanence de l'activité professionnelle associée à l'émancipation féminine. A. C. Wagner montre que la mondialisation économique et l'affaiblissement du cadre national n'amènent pas la classe dominante à renoncer à ce dernier comme support de sa reproduction, mais à renouveler ses stratégies de domination. Quant à la bourgeoisie, elle peut être décrite par M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot comme la seule et dernière classe au sens fort du terme, c'est-à-dire mobilisée quotidiennement aux fins de la reproduction de sa domination. Les contributions focalisées sur la conflictualité sociale et la crise des partis de gauche sont, elles aussi, amenées à se démarquer d'une approche sociologiste, laquelle concluerait à une rupture définitive entre les classes populaires d'une part, le mouvement syndical et les mouvements sociaux d'autre part : le renouveau indéniable de la contestation sociale laisse la question ouverte des alliances et des métissages entre courants et mouvements, voire, concernant les mouvements altermondialistes, d'une nouvelle internationale en gestation.

2- A propos de la dynamique des rapports de classe : quelques acquis

Dans une filiation marxienne, il est nécessaire combiner trois grands registres d'analyse : les transformations des modes d'accumulation du capital et d'exploitation du travail, dans le contexte de la mondialisation capitaliste ; la dynamique des grands groupes sociaux dans l'espace national ; les tendances qui marquent la conflictualité sociale et le champ politique.

³ Avec toutefois une place insuffisante faite à la première des questions ci-dessus - il est vrai très vaste et complexe - relative à la relation entre la mondialisation capitaliste et la dynamique internationale et nationale des classes.

Une nouvelle phase de l'accumulation du capital

Dans la nouvelle phase de l'accumulation flexible, la financiarisation et la mondialisation du capital élargissent la mise en concurrence des territoires et des populations, accentuent le développement inégal. La multiplication des foyers de tension sur tous les continents ou le réchauffement de la planète ne sont-ils pas des expressions de l'universalisation des enjeux de classe, - songeons au rôle joué ici par les multinationales du pétrole - décrite par Marx ?

La montée en puissance des "fonds de pension" et autres "investisseurs institutionnels" anglo-saxons dans la propriété du capital se traduit par un déplacement des rapports de pouvoir au sein des firmes vers un actionariat en position d'exiger une rentabilité très élevée sous la menace d'un redéploiement très rapide vers d'autres lieux de placements. Ce mouvement va de pair avec une certaine diffusion de l'épargne financière vers le salariat le plus qualifié, vecteur de redoublement des inégalités et de développement de nouvelles contradictions en son sein.⁴ Une nouvelle division internationale du travail s'esquisse, dans laquelle les vieilles métropoles industrielles se voient spécialisées dans les activités à haute valeur ajoutée. Pour une part, la fragilisation et au déclin de la classe ouvrière industrielle des pays du Nord répond l'extension d'un nouveau prolétariat dans les pays du Sud. Le nomadisme du capital s'intensifie, prenant des formes d'extrême violence quand des usines sont brutalement fermées avant même que les salariés aient pu identifier leur adversaire. Le processus de polarisation des richesses, spectaculaire à l'échelle mondiale, n'épargne pas l'espace national, réduisant à peau de chagrin ces aristocraties ouvrières bénéficiant d'une redistribution des profits liés à l'exploitation néo-coloniale, dans lesquels des théoriciens marxistes du début du 20^{ème} siècle voyaient la base sociale privilégiée du courant réformiste au sein du mouvement ouvrier.

Des modes d'insertion dans la sphère du travail à l'ensemble des modes de vie qui forment les conditions, objectives et subjectives, des réalités contemporaines des classes sociales, de multiples dimensions interviennent - scolarisation, revenus, mobilité sociale, consommation, espaces et styles de vie...- sans oublier qu'une part croissante de la population - scolaires, retraités - se situe à distance du travail direct. Reste que le repérage des grandes dynamiques de la division du travail conditionne toujours l'identification des rapports de classe.

Un salariat hégémonique mais émiétté

Achèvement de la salarisation de la population active dans un processus où les tendances à la diversification l'emportent pour l'heure sur les tendances à la convergence, tant sur le plan de l'emploi que du travail; rôles décisifs des mutations productives, de la scolarisation de masse, de la féminisation et de la précarisation salariale; tels sont les traits majeurs à partir desquels on peut décrire la dynamique objective du paysage des classes en France.

Comme dans tous les vieux pays industriels, le laminage des classes populaires et moyennes indépendantes - paysannerie, artisans et commerçants - semble connaître son

⁴ Henri Jacot et Jean-Christophe Le Duigou, *Capitalisme patrimonial ou nouveau statut salarial*, VO Editions-L'Harmattan, 2000.

terme : la population active est désormais salariée à plus de 90% [Tableau]. En se généralisant à la plupart des activités de travail, la condition salariale s'est beaucoup diversifiée. L'époque est déjà lointaine - les années 50 dans notre pays - où c'est le groupe ouvrier qui la symbolisait le mieux. En particulier, en se diffusant dans des activités de services et/ou fortement intellectualisées, la logique de l'exploitation et celle de la subordination salariale qui lui est associée se heurtent aux exigences d'autonomie et d'implication subjective dans le travail : elles doivent composer avec, sans jamais pouvoir pleinement les reconnaître et les réaliser. Mais cette tension entre la poussée des capacités d'initiative et de coopération mobilisées dans le travail et la pression à la rentabilité financière se pose désormais dans l'ensemble du monde du travail, y compris dans ses composantes les moins qualifiées. Le salariat se structure aujourd'hui en trois grands ensembles d'importance comparable - ouvriers, employés, professions intermédiaires et cadres. Dit autrement, même si une fraction des employé-e-s - employé-e-s de bureau notamment - peut légitimement être rattachée aux classes intermédiaires salariées, le salariat populaire demeure majoritaire. Le bilan des grandes mutations

EVOLUTION DES GROUPES SOCIAUX : 1962-2002. *

	1962		1975		2002		Evolut. Relativ e % 1962- 2002	% femmes 1962	% femmes 2002
	Effectifs (milliers)	%	Effectifs (milliers)	%	Effectifs (milliers)	%			
Agriculteurs	3 045	15,9	1488	6,4	639	2,45	-79	38,4	32,4
Artisans, commerçants, Chefs d'entreprise	2084	10,9	1793	7,7	1473	5,7	-29	35,3	29,8
Dont:									
Artisans	1039	5,4	915	4	715	3,9	-31	25	23,3
Commerçants	941	4,9	772	3,3	675	2,6	-28	48,8	39,9
Chefs d'entreprise	104	0,5	106	0,5	125	0,6	20	15,4	14,4
Cadres, Professions intellectuelles	892	4,7	1863	8	3656	14	310	16,3	36,3
Professions intermédiaires	2114	11	4225	18,2	5442	18,9	157	33,9	47,2
Employés	3535	18,5	6097	26,3	7831	28,2	121	66,4	75,7
Ouvriers	7488	39,1	7695	33,2	6999	26,9	-6,5	19,6	20,7
Total	19158	100	23161	100	26039	100	35,9	34,4	45,8

** Catégories socioprofessionnelles individuelles de la population active. 1962
Recensement. 1975 et 2002 : Enquête Emploi.*

sociales depuis la seconde guerre n'est pas celui d'une minorisation des classes populaires au profit des classes moyennes : c'est un double mouvement de celui de salarisation des classes populaires, et d'expansion du salariat de confiance, lié aux fonctions intellectuelles et d'encadrement.

La diversification du salariat qui accompagne sa généralisation renvoie à d'autres processus qu'aux seules dynamiques des activités productives, dans lesquelles la révolution de l'information se combine avec la généralisation de la logique de service.

L'allongement des scolarités déborde les seuls besoins de reproduction de la force de travail qualifiée. Plus de la moitié d'une classe d'âge entre dans l'enseignement supérieur alors que la majorité des emplois offerts aux débutants sont d'employés ou d'ouvriers. Se développent ainsi des fractions instruites au sein des milieux populaires, des "dominés aux études longues", phénomène participant de l'ouverture de ces classes sur d'autres mondes sociaux, y compris dans la sphère du travail, avec le développement des situations d'interactions.⁵ On insiste souvent sur la distance culturelle intergénérationnelle introduite ainsi au sein du monde du travail, moins sur la combativité sociale potentielle des jeunes concernés, vivant il est vrai l'expérience de l'exploitation et de la domination selon de tout autres canaux sociaux que leurs aînés, mais dont l'expérience scolaire a ouvert les horizons et élevé les attentes en matière d'émancipation individuelle.⁶

La féminisation du salariat - sa composante féminine passe du tiers à près de la moitié de 1962 à 2002 - participe également de sa diversification. D'un côté la reproduction du salariat le moins qualifié et le plus exploité s'alimente largement de la domination masculine - emplois précaires, temps partiel contraint et fractionné, tâches obscures de gestion de la souffrance d'autrui⁷ -, de l'autre les composantes les plus qualifiées enregistrent, de manière d'autant plus "amortie" que l'on s'élève dans la hiérarchie des savoirs et des pouvoirs, cette poussée des femmes. Plus longuement scolarisées et plus diplômées que les garçons, surtout quand elles sont issues des milieux populaires, ce sont elles qui vivent le plus souvent l'expérience du déclassement évoquée à l'instant. Ce sont elles également qui s'insèrent le plus massivement dans le salariat du public, où elles trouvent des protections plus rarement présentes dans le secteur privé.

Car l'emploi public a résisté à ce jour, en quantité sinon en qualité, aux politiques d'inspiration libérales : il représente plus du quart du salariat. Dans le contexte de chômage de masse et de déstabilisation des emplois installé depuis une vingtaine d'années, le clivage ancien entre "gens du privé, gens du public"⁸ a connu incontestablement une nouvelle vigueur, au point de faire apparaître la condition des seconds comme "privé-giée". Les luttes sociales, et certaines recherches, sont venues rappeler le rattachement d'une large part de ce salariat aux milieux populaires et de l'expérience de vulnérabilité et de non reconnaissance qu'il partage avec la masse des travailleurs du secteur privé. Quant aux populations les plus précarisées, seule une minorité se situe durablement en dehors de toute expérience salariale : la continuité entre pauvreté laborieuse et pauvreté d'assistance

⁵ Olivier Schwartz, *La notion de "classes populaires"*, habilitation à diriger les recherches en sociologie, Université de Versailles-St Quentin-en-Yvelines, 1998.

⁶ Un certain nombre de conflits récents dans la restauration rapide ou dans le commerce pourraient être interprétés de ce point de vue.

⁷ Pascale Molinier, *L'énigme de la femme active. Travail, sexe et compassion*, 2003.

⁸ Claude Thélot et François de Singly, *Gens du privé, gens du public. La grande différence*, Dunod, 1988.

est le trait marquant des processus contemporains de marginalisation de larges fractions des classes populaires.⁹ Cela n'enlève rien au rôle de rapports sociaux de domination spécifiques - liés au sexe, à la stigmatisation des origines ethniques etc. - dans la dynamique de la précarisation salariale et sociale.

De nouveaux acteurs anticapitalistes ?

C'est d'abord à partir de l'examen du renouveau de la conflictualité sociale que l'on peut espérer entrevoir les dynamiques socio-politiques aptes à unifier un monde salarial largement mis à mal et émietté par les logiques néo-libérales. On laisse ici de côté la multitude des luttes - chômeurs, sans papiers, femmes des "banlieues", homosexuel(le)s - souvent radicales, qui sont intervenues au cours de la dernière décennie, pour évoquer les mouvements de 1995 et 2003.

Les contre réformes d'inspiration libérale touchant le système de protection sociale et de retraites ont provoqué des mobilisations populaires de grande envergure, dans lesquelles le secteur public a joué le rôle central. En 1995 le noyau dur de la mobilisation est constitué par les travailleurs des transports publics, en lutte à la fois sur des enjeux "particuliers" - contrat de plan Etat-SNCF, remise en question de régimes spéciaux de retraite - et sur des enjeux "universels", contre une "réforme" plus vaste touchant à la protection sociale. En 2003 les enseignants semblent avoir remplacé cheminots et traminots. De ce point de vue le conflit prolonge et accentue le rôle joué par des groupes de salariés du secteur public, relativement protégés et qualifiés eu égard à la situation faite au salariat populaire du secteur privé ; on y retrouve également la mise en d'enjeux de civilisation au-delà des enjeux corporatifs, la sympathie de l'opinion publique, celle des salariés du privés et des précaires. Mais dans les deux cas ils se tiennent en retrait de l'engagement dans l'action collective.

Les fractions salariées les plus combattives aujourd'hui ne sont pas les plus exploitées et les plus précarisées – cela n'a jamais été vraiment le cas, mais le phénomène prend des proportions nouvelles – et les conflits articulent aujourd'hui plus directement qu'avant enjeux corporatifs, enjeux de classe, et enjeux de civilisation. Tout se passe comme si, dans la nouvelle phase de l'accumulation capitaliste, la classe dominante était contrainte d'engager une épreuve de force avec un haut lieu de la résistance aux valeurs du libéralisme, le salariat de l'Etat et des grandes entreprises publiques.¹⁰ Le reste du salariat pourra-t-il mieux encore se reconnaître dans ce combat ? Et se mettre en mouvement à son tour autour de revendications unificatrices ?

Quant au rôle central joué par les enseignants en 2003, faut-il y voir un signe de l'engagement des "cadres" dans les luttes de classes ? D'une certaine manière oui, puisque les enseignants font partie de la catégorie des "cadres et professions intellectuelles supérieures". D'une autre manière non : c'est une composante bien précise des "cadres", "cadres" du public d'abord, "cadres" non encadrants et "cadres" très

⁹ Paul Bouffartigue, "Les métamorphoses de l'armée industrielle", *Politis la Revue*, n°4, 1993. Bernadette de la Rochère, "Les sans domicile ne sont pas coupés de l'emploi", *INSEE Période*, n° 925, octobre 2003.

¹⁰ Sur l'orientation à gauche des salariés du public, relativement de plus en plus marquée : Nonna Meyer, "Que reste-t-il du vote de classe ? Le cas français", *Lien Social et Politiques*, n° 49, printemps 2003

féminisés ensuite¹¹, “cadres” enfin exposés très directement dans leur activité à la contradiction entre le sens de leur activité et la dérive sociale néo-libérale. Il s’agit sans aucun doute de la composante la plus syndiquée et la plus militante des “cadres”. Reste que l’année 2003 restera dans les annales comme ayant vu pour la première fois un engagement massif et souvent radical d’une composante majeure du salariat intellectuel.

Le mouvement altermondialiste partage certaines de ces caractéristiques : animé par les classes intermédiaires salariées du secteur public, il connaît une large audience dans l’opinion, publique, sans doute parce qu’il parvient à mettre en forme au travers d’objectifs précis une inquiétude et une critique sociale plus diffuses. On comprend qu’une association comme ATTAC ait fait du développement de son implantation dans les couches populaires une priorité.

Les atouts et les limites des mouvements de 1995 et de 2003 se ressemblent ainsi : d’un côté, une indéniable radicalité, associée à une opposition frontale à la logique du remodelage libéral de la société, une sympathie majoritaire, ancrée dans un rejet de masse de ce remodelage; de l’autre la difficulté à étendre la lutte aux travailleurs du secteur privé et aux plus précaires, difficulté dans laquelle joue l’absence de perspective alternative crédible ; et la difficulté à transposer la révolte contre les projets gouvernementaux dans des débats collectifs de confrontation et de mise en commun des expériences professionnelles personnelles, pour faire avancer l’aspiration à travailler et à vivre autrement. On ajoutera la dimension encore trop exclusivement nationale du mouvement.

Mais l’essor de l’action alter-mondialiste offre une perspective potentielle de coordination de ces luttes dans la perspective d’un nouvel internationalisme, en phase avec les nouveaux développements de l’accumulation du capital. Paradoxe d’une lutte des classes qui s’aiguise alors que ses protagonistes ne sauraient désormais se reconnaître sous leur ancien visage de groupes sociaux séparés, puisqu’elle se diffracte dans une série d’enjeux de civilisation à dimension universelle.

3- Trois pistes de travail

Plus que sur l’accumulation de savoirs descriptifs fins sur chacun des grands groupes sociaux, la sociologie des classes ne devrait-elle pas viser aujourd’hui prioritairement l’étude des mouvements du capital, des modes de domination et des mouvements émancipateurs ?

Du côté du capital

Pas de sociologie des classes sans sociologie du capital. Etre fidèle à l’esprit de Marx nécessiterait d’explorer bien plus avant les dynamiques présentes de l’accumulation du capital, en s’interrogeant sur leur relation aux dynamiques des classes sociales, classes dominantes comme classes dominées. Ce qui supposerait des coopérations entre économistes et sociologues, freinées par les découpages académiques. Des recherches sur les inflexions économiques du capitalisme existent. Des conceptualisations diverses sont proposées - “capitalisme monopoliste financier”, “capitalisme patrimonial”, “capitalisme flexible”, “capitalisme cognitif” - qui ne mettent pas toutes l’accent sur le même phénomène.

¹¹ Cet aspect de l’engagement féminin dans les luttes sociales n’est pas entièrement nouveau – cf. infirmières, assistantes sociales etc. – mais il mériterait d’être placé au centre de la réflexion.

On retiendra ici l'hypothèse largement partagée de l'entrée du capitalisme, depuis la fin des années 1970, dans une nouvelle phase, de "mondialisation", et d'orientation universellement "néo-libérale". Ce qui est nouveau ce n'est pas le processus de mondialisation des échanges marchands, le développement de la division internationale du travail, mais la mondialisation financière, celle des flux de capitaux. Selon Gérard Duménil et Dominique Lévy¹², il s'agit d'une (re)prise du pouvoir du capital financier au sein du capital dans son ensemble, au terme d'une période historique allant des années trente aux années soixante-dix, dite de compromis "cadriste", plutôt que de compromis "keynesien", au cours de laquelle toute une série de mécanismes institutionnels réglementaient l'activité de la finance. Les cadres - les auteurs semblent faire ici allusion aux cadres de direction plus qu'aux cadres d'exécution - bénéficient alors d'une certaine autonomie dans la gestion des entreprises, de l'économie et de la société¹³. Le compromis de classes se nouait également avec les couches populaires. Ces compromis se rompent à partir des années 1970, la finance parvenant à mettre aux fins aux dispositifs qui entravaient la liberté de circulation des capitaux. L'expansion mondiale des firmes multinationales, le rôle nouveau des institutions financières internationales (Fonds Monétaire International, Banque Mondiale), le niveau élevé des taux d'intérêts sont d'autres phénomènes étroitement associés à la globalisation financière, laquelle se traduit par un transfert massif des profits des entreprises non financières vers les entreprises financières. Loin de relancer la croissance économique, ces orientations plongent la planète entière dans une période de croissance lente, de spéculation et d'instabilité financière, de dégâts sociaux et environnementaux d'autant plus spectaculaires que lon quitte les régions du centre pour ceux de la périphérie.

Sur quel type de compromis social cette nouvelle hégémonie de la finance au sein des classes dominantes¹⁴ peut-elle s'appuyer ? Si une poignée de hauts gestionnaires voient leurs intérêts solidarisés à ceux de la finance par des rémunérations exorbitantes et que des couches plus larges d'épargnants et de futurs retraités - essentiellement des classes moyennes salariées - se trouvent intéressés au cours de la bourse, elles sont exposées aux retournements, et seule une petite minorité bénéficie du mouvement de concentration de la propriété de patrimoine¹⁵. Reste que ce type de compromis apparaît nettement plus étroit socialement et fragile structurellement que celui établis lors de la période précédente.

Miné par des contradictions explosives l'ordre néolibéral est appelé à son propre dépassement. La principale question est de savoir sur quel type d'alliance de classes il reposera : simple rétablissement du pouvoir du pôle "cadriste" ou "gestionnaire" eu égard à celui de la finance au travers de nouvelles régulations du capitalisme mondial, ou dépassement de ce dernier imposé par un nouvel âge des luttes populaires : alternance

¹² *Economie marxiste du capitalisme*, La Découverte, 2003.

¹³ Jacques Bidet ("La structure de classe de la société capitaliste", *Mouvements*, n° 26, mars 2003), propose également une conceptualisation de la structure de classe du capitalisme contemporain qui introduit, aux côtés du marché et de la propriété, l'organisation et la compétence comme principes structurants de deux pôles de la classe dominante, et de trois fractions de la classe dominée (salariés du privé, salariés de l'Etat, indépendants).

¹⁴ Ce pluriel fait débat, par exemple entre Etienne Balibar (qui en est partisan) et Immanuel Wallerstein (qui raisonne volontiers en termes de bourgeoisie mondiale) : *Race, nation, classe. Les indétités ambigus*, La Découverte, 1988.

¹⁵ Aux USA la part de la richesse totale détenue par le 1% des ménages les plus riches retrouve dans les années 1990 son niveau des années 1960 (plus du tiers), après avoir sensiblement reculé de 1965 à 1975.

entre pôles des classes dominantes, ou alternative imposé par la lutte de "ceux d'en bas"¹⁶?

La réponse à cette question dépend de bien d'autres. Dont celle du devenir des entités nationales dans le processus de mondialisation et les résistances qu'elle suscite. On observe une dissociation générale entre la "nation politique" et la "nation économique, plus ou moins affaiblie et vulnérabilisée selon les cas" ;¹⁷ même l'hyper puissance militaire et économique américaine est de plus en plus dépendante de l'épargne externe, et le "rêve américain" qui fondait cette nation s'y évanouit chaque jour un peu plus pour la population laborieuse et de larges fractions de ses classes moyennes : le bellicisme s'y substituera-t-il durablement ? Les nations seront-elles mobilisées comme valeurs de repli - tous les populismes xénophobes sont à l'affût - ou comme vecteurs de solidarités plus larges ?

Du côté des modes de domination

Les rapports sociaux et les modalités de domination, qui sont loin de se résumer au rapport d'exploitation capitaliste, sont l'une des faiblesses de la pensée de Marx. De Weber à Bourdieu et à Touraine, la sociologie a beaucoup apporté à la compréhension de ces processus. Leur prise en compte éclaire bien des aspects des dynamiques récentes des grands groupes sociaux. Il est nécessaire d'aller plus loin dans l'analyse des métamorphoses des mécanismes et des formes de domination sociale, qui sont entrés en disjonction manifeste avec les anciennes cultures politiques, en particulier avec les visions classistes. L'incapacité de ces cultures à donner sens aux expériences de la domination exprime et entretient cette dernière. S'il "faut défendre la notion de classe car elle désigne la présence et la force des mécanismes de domination sociale"¹⁸, il faut prendre en compte le fait que ces derniers peuvent être aujourd'hui définis par "l'impossibilité objective de construire une expérience subjective"¹⁹.

La domination est un rapport social dissymétrique entre (au moins) deux protagonistes dont l'un est en capacité d'imposer à l'autre (au travers d'une dynamique entre contrainte et consentement) un jeu et les règles de ce jeu, incluant les catégories de pensée et d'action. Il s'agit d'une double confrontation socialisatrice, à la fois à l'autre protagoniste et à l'enjeu qui structure ce rapport social.²⁰ Or, si l'on suit par exemple Danilo Martucelli²¹, le problème est que : 1- les expériences contemporaines de la domination rendent cette dernière plus difficilement imputable à un acteur identifiable et doté d'une intention de domination ; 2 elle passe moins par l'intériorisation de normes cohérentes - les formes de contrôle social se dé-synchronisent - que par différents processus de responsabilisation individuelle ; 3 les états de domination ordinaires et les épreuves personnelles qui s'y jouent sont largement déconnectées des stratégies des dominants comme des mouvements de contestation des dominés. D'où l'importance des thèmes de la dignité et du respect de la personne dans les contestations de la domination : mais autant ces dernières peuvent rester très en deçà de la dénonciation d'une injustice collective - l'auteur insiste sur cet aspect - autant elles peuvent nourrir une contestation radicale de l'ordre du monde.

¹⁶ Jacques Bidet, "La structure de classe de la société capitaliste", *Mouvements*, n° 26, mars 2003.

¹⁷ Jean-Claude Delaunay, "Hyper puissance américaine, phénomène national et capitalisme monopoliste financier", *La Pensée*, 2003.

¹⁸ François Dubet, "Que faire des classes sociales", *Lien Social et Politiques*, 2003

¹⁹ François Dubet, art.cit.

²⁰ Philippe Zarifian, *A quoi sert le travail ?*, La Dispute, 2003.

²¹ "Retour sur la domination", *Recherches sociologiques*, Vol. XXXIV, n° 2, 2003.

Ces transformations des modes de domination ont partie liée avec celles des formes de l'individualité sociale. L'affirmation du "je" dans le monde ouvrier a été permise par les conquêtes sociales de l'après-guerre et l'ouverture des possibilités de promotion sociale, en particulier d'une génération à l'autre au travers de la mobilisation scolaire. Socialisation et individuation vont de pair. Cette mutation a miné les anciennes formes de conscience et d'action de classe, à bien des égards machistes, collectivistes et déléguaires, au moment même où le retournement du rapport de force politique entre les classes ré-exposait les couches populaires au retour de la précarité et du raccourcissement des horizons. L'atomisation et l'individualisation progressent alors au détriment de l'individuation²²: le recul des protections sociales favorise le repli privatif dans une logique de survie, alors que leur développement autorise de nouveaux modes d'engagement collectifs, plus respectueux des individualités. La force du libéralisme et du nouvel esprit du capitalisme est de flatter les aspirations à l'autonomie personnelle et à la réalisation de soi qui ont exposé dans le sillage des mutations sociales de période de croissance de l'après guerre. Sa faiblesse est dans son incapacité d'en créer les conditions objectives, nonobstant sa tendance à faire que chaque sujet fasse de lui-même le responsable de ses échecs et de ses malheurs.

Si l'on suit maintenant Alain Bertho²³, dans le travail, dont la figure déborde maintenant complètement celle de l'ancienne usine et de son espace temps disciplinaire, comme dans la vie sociale dans son ensemble, la domination prendrait toujours plus la forme de la confrontation d'une subjectivité, d'une créativité, à des normes préétablies. La contradiction entre l'expérience individuelle et l'ordre social n'engendre que souffrances ou violences faute de normativité - capacité à porter et à créer de nouvelles normes - de conflit porteur de sens, de politique, d'un autre ordre possible. C'est au militant que revient la tâche d'allumer cette expérience, en transformant le mobile subjectif en finalités sociales. A condition, il va sans dire, que ce militant rompe avec la racine militaire de son identité symbolique, celle d'agent d'un appareil, et s'engage lui-même comme sujet.

Du côté des mouvements émancipateurs

La sociologie a toujours été moins à l'aise dans l'analyse des processus émancipateurs que dans celle de la domination, en témoigne la faiblesse de la recherche universitaires sur les luttes et les conflits. Mieux, la sociologie la plus virulente dans la dévoilement des rapports de domination est aveugle aux "mutations subjectives des "classes populaires"", par exemple quand l'égalité est prise au mot et l'assignation à identité ouvrière refusée avec véhémence²⁴. Toujours selon Alain Bertho, c'est faute de voir que la pensée populaire est toujours normative et prescriptive - "la pensée de ce qui est s'éclaire de la pensée de ce qui devrait être" - que les possibles (subjectifs) font partie du réel (objectif) que la sociologie classique se prive de la capacité à penser l'événement, le conflit autrement que comme dysfonctionnement. Ce point de vue éclaire d'un jour neuf le "mouvement social", le dégageant complètement de sa disqualification comme "corporatiste", y identifiant de nouveaux modes de politisation dans lesquels le rapport entre le singulier et l'universel, le local et le global, est bien plus immédiat que par le passé. Ce paradoxe n'est qu'apparent, si on admet, cette fois avec Philippe Zarifian²⁵, que les

²² Stéphane Le Lay, "Individuation, individualisation, atomisation. Malentendus de classes", *Mouvements*, n° 23, mars 2003.

²³ *Contre l'Etat, la politique*, La Dispute, 1999.

²⁴ Patrick Cingolani, *La république, les sociologues et la question politique*, La Dispute, 2003.

²⁵ *Eloge de la civilité*, L'Harmattan, 1997 ; *L'émergence d'un peuple monde*, PUF, 2002.

processus de singularisation des individualités se réalisent au travers d'enjeux qui sont objectivement mondialisés : le couple "individualité sociale", "communauté humaine concrète (mondialisée)" doit être substitué à la double fiction de "l'individu" et de "la société".

Il est nécessaire de poursuivre l'exploration de cette dimension décisive de la dynamique des classes sociales, celles des mobilisation sociales et politiques. Bien des questions sont devant nous. Le mouvement syndical sera-t-il capable d'élargir ses revendications pour la reconnaissance des nouvelles figures du travail, au-delà de l'emploi ? A quelles conditions des convergences de fond pourront-elles, dans une fécondation croisée, rapprocher le mouvement ouvrier et la mouvance altermondialiste ? Quel rôle jouera la référence aux valeurs et communautés concrètes - classes, nations, ethnies, terroirs - dans la résistance à l'universalisation marchande et dans l'invention d'un nouvel internationalisme ? Comme penser le nouveau sujet politique collectif porteur de l'alternative sociale ?